Le Snesup-FSU dénonce les effets dévastateurs de Parcoursup sur les lycéens, la violence psychologique faite à la moitié d'entre eux en pleine période de baccalauréat, la longue et lente attente de désistements avant que la procédure ne "converge", probablement en septembre, et qui empêchera de très nombreux lycéens de se projeter, de s'inscrire dans leur formation, de chercher un logement et de préparer sereinement leur rentrée. Avec l'instauration idéologique de la sélection dans tout l'ESR, c'est la violence des algorithmes d'affectation qu'il nous faut combattre.

A l'intérieur de notre Université, l'opacité règne sur de nombreux "algorithmes locaux" ,

ces feuilles de calcul géantes articulées autour de formules magiques et pondérées permettant de classer et trier les candidats; opacité pour les collègues des composantes concernées, non impliqués dans les choix faits (combien de débats et de votes de conseils de composantes sur ces algorithmes ?), et dans de nombreux cas non informés; opacité a fortiori pour les candidats à nos formations. Notre syndicat demande la publicité de ces algorithmes locaux, mesure a minimum pour limiter les aspects délétères de cette réforme. **L'Université de Montpellier est-elle prête à jouer la carte de la transparence en publiant les algorithmes de chaque composante ?**

Dans le jeu des négociations entre le rectorat, la CFVU et les composantes, nous savons déjà que **les parcours adaptés n'auront pas les moyens de leur ambition - réduire l'échec en première année de licence** . Sachant qu'ils vont concerner des étudiants souvent en bas de liste dans plusieurs de nos composantes, certains en attente de ré-orientation pendant un an, un traitement de cette question et des moyens associés à l'échelle de l'Université paraîtrait s'imposer. Aujourd'hui, quel est l'inventaire des parcours adaptés recensés (formats et volumes) ?
La direction de l'Université est-elle prête à briser sur cette question le principe de subsidiarité habituellement invoqué pour préserver le "chacun chez soi" ?

Le seul aspect limpide de la mise en place de Parcoursup concerne le paiement des commissions de tri, avec des inégalités fortes entre composantes : cela montre la seule

priorité de tout notre ministère, depuis Paris jusqu'aux composantes en passant par le rectorat : faire tourner la plateforme coûte que coûte, bien loin d'une réflexion sur l'échec en licence. **Lorsqu'un tableur a fait 80% du tri à la place des commissions, notre Université est-elle prête à re-diriger une part importante de l'argent de ces commissions sur les parcours adaptés ?**

Ces questions locales font écho au retentissement des premiers résultats d'affectation dévoilés cette semaine : la moitié des lycéens dans l'inconnue sur leurs études à la rentrée prochaine. Notez que la situation serait encore pire si de nombreuses composantes (dont la Faculté des Sciences au sein de l'UM) n'avaient pas pris la décision de répondre favorablement à un très grand nombre de candidats, bien au-delà de leur capacité d'accueil, anticipant les désistements pour privilégier le message porté aux candidats.

Ci-dessous, le communiqué national du Snesup et de la FSU publié ce 22 mai :

La FSU dénonce le fiasco de Parcoursup :

400 000 lycéen.ne.s mis.e.s dans l’angoisse juste avant le bac

Mardi 22 mai 2018

Les premiers chiffres sont vertigineux : selon la ministre, 400 000 lycéen.ne.s sont « en attente » ou « refusé.e.s » sur l'ensemble de leurs vœux (soit 50% des inscrit.e.s).

La FSU constate que ces premiers chiffres dépassent les analyses les plus pessimistes quant à l'usage de la plate-forme « Parcoursup » pour affecter les bacheliers.

Depuis des mois, la FSU a dénoncé la méthode choisie par le gouvernement qui institutionnalise une forme de tri social des bachelier.e.s pour leur inscription en premier cycle universitaire.

Plus de la moitié des futurs bachelier.e.s reçoivent un premier signal décourageant à quelques jours du baccalauréat. C'est inacceptable !

Le gouvernement a fait le choix de refuser d'entendre l'aspiration de la jeunesse à accéder à une formation et un diplôme de l'enseignement supérieur. Depuis des mois, un mouvement social conteste les fondements de la politique de sélection à l'entrée de l'université. Le gouvernement s'enferme dans le déni et choisit la répression comme seule réponse.

La FSU exige que tous les lycéen.ne.s lauréat.e.s du baccalauréat puissent choisir leurs études. Ce qui nécessite :

- un renforcement de l'orientation scolaire comme mission de l'éducation nationale et un renoncement du transfert de cette mission aux régions et aux opérateurs privés,

- une augmentation des moyens dans l'enseignement supérieur pour accroître le nombre de place afin d'accueillir toutes les bachelières et tous les bacheliers qui le souhaitent dans de bonnes conditions d'encadrement et d'études.

Pour la FSU, l'avenir des jeunes ne peut se réduire à des visions de court terme, et certainement pas à une logique de tri.

La FSU exige que les MEN et MESRI ouvrent sans tarder des négociations pour construire une autre politique pour l'enseignement supérieur et un système d'affectation national, transparent, juste et respectueux des aspirations des lycéennes et des lycéens.

Plus d'infos :
www.snesup-lr.fr
www.snesup.fr